

Termes de référence pour le recrutement d'un.e consultant.e individuel.le international.e pour renforcer les compétences des acteurs dans la coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant à Madagascar (3 mois)

PART I : Description de la mission	
Titre de la mission	Renforcer les compétences des acteurs pour la coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant à Madagascar
Catégorie de la consultation	Internationale
Niveau proposé pour la consultance	Mid-level career or senior
Localisation	Antananarivo (et missions dans le Sud/Sud Est de Madagascar)
Durée	3 mois
Date indicative de début	De : 08/01/ 2024 À : 08/04/2024

Part II (this information is for INTERNAL use only; shall not be shared with prospective candidates)	
Supervisor	Specialiste protection de l'enfance
Planned Global Budget : Estimated Cost of assignment ; Planned Budget ICT ;	
Budget Code	2670/A0/07/805/001/010 Fonds CERF (20%): SM230261 Fonds ECHO HIP 2023 (80%) SM230248
AWP Activity	L'activité est prévue dans le PTA 2023 de la section (output 1, Activité 1.5, Sous Activité 1.5.4)
Proposed assignment is included in the approved Madagascar Consultant Plan	Yes
Proposed methodology for sourcing of qualified candidates	Advertised

Contexte et justification

De par sa situation géographique et l'effet du changement climatique, Madagascar est le pays le plus exposé aux cyclones en Afrique et fait régulièrement face à diverses catastrophes (cyclone, inondation, sécheresse, épidémie/pandémie, invasion acridienne).

A part les dangers physiques et les blessures encourus par les enfants lors des catastrophes, les impacts socio-économiques de ces crises réduisent la capacité de la communauté et des personnes qui prennent en charge les enfants à assurer leur protection et augmentent les risques de violence et de négligence à l'encontre des enfants telles que les violences sexuelles, physiques et psychologiques, l'abandon d'enfants, le non enregistrement à la naissance, la séparation familiale et incite les ménages affectés à adopter des stratégies d'adaptation négatives telles que le mariage d'enfant, l'exploitation sexuelle d'enfant, le travail des enfants et la mendicité des enfants.

Conformément au Standard No 1 des Standards minimums de protection de l'enfance dans l'action humanitaire, un sous-groupe sectoriel "protection de l'enfant" est créé pour la première fois en 2013 au niveau national sous le co-lead du Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme et de l'UNICEF. Néanmoins, ledit sous groupe sectoriel a été mise en veille au profit du groupe sectoriel "Protection" couvrant les adultes et les enfants, sous le co-lead du même Ministère de la Population et de Catholic Relief Services.

Face au besoin d'appui à la coordination de la réponse humanitaire au niveau national et régional dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant, l'UNICEF souhaite recruter un.e expert.e pour analyser la situation et les outils disponibles ainsi que renforcer les capacités des équipes de l'UNICEF, au niveau centrale et au niveau terrain (Sud et Sud Est: Vatovavy, Fitovinany, Atsimo Atsinanana, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana) en matière de coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant (CPiE).

Objectifs

OBJECTIF GLOBAL

L'objectif de la consultation est de renforcer les capacités des acteurs dans la coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant (CPiE).

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Plus spécifiquement, l'intervention vise à :

- Renforcer les capacités de l'équipe Protection de l'enfant de l'UNICEF et des partenaires de la protection de l'enfant en matière de coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant.
- Analyser et réviser au besoin les outils de coordination actuellement utilisés par le secteur Protection et suggérer des adaptations ou recommander la création de nouveaux outils.

- Formuler des recommandations pour appuyer de manière perrène et efficiente la coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant à travers le groupe sectoriel « protection ».

Résultats attendus

A la fin de sa mission,

- Les membres de l'équipe protection de l'enfant (15 personnes) sont formés en matière de coordination de la réponse humanitaire dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfant
- Les compétences des membres de l'équipe sur le terrain (6 personnes) sont renforcées en matière de coordination au niveau régional/local
- Les compétences des acteurs sur le terrain (10 personnes par région+15 personnes au niveau central) sont renforcées en matière de coordination au niveau régional/local
- Les outils existants de coordination du secteur et de remontée des données sont analysés. Des recommandations sur la révision ou la création de nouveau outils sont formulées.
- Des modalités d'appui de l'UNICEF à la coordination à travers le groupe sectoriel « protection » sont proposées de manière détaillée et contextualisée et des termes de référence (d'une consultation) pour un appui de plus long terme de l'UNICEF pour la coordination à travers le groupe sectoriel « protection » sont disponibles.

Méthodologie

Le consultant a pour mission principale de renforcer les compétences de l'équipe de la Section Protection de l'enfant de l'UNICEF (15 personnes dont 6 dans les régions) en matière de coordination de la réponse urgence en général et dans le domaine de la Protection de l'enfant dans les contextes humanitaires en particulier, prenant en considération le contexte de Madagascar et les références mondiales (IASC, cluster protection, CPAoR).

La consultation est prévue pour une durée d'environ 40 jours, étalés sur 3 mois maximum, dont 2 mois d'affilé minimum à Madagascar. Le/la consultante effectuera des missions à l'intérieur du pays dans les localités de Tuléar, Ambovombe, Fort Dauphin, Farafangana et Manakara et sera basée à Antananarivo. Les frais de déplacement (véhicule et chauffeur) et d'interprétariat (selon les besoins) seront à la charge de l'UNICEF. Il ou elle disposera d'un accès au bureau de l'UNICEF durant les jours ouvrés.

Le consultant devra proposer un montant incluant tout les honoraires et autres frais, incluant les frais de voyage internationaux (all-inclusive). Le transport à l'intérieur du pays vers les chefs lieux de région sera couvert par l'UNICEF.

Au regard des éléments précités, il appartient au consultant de proposer sa propre méthodologie dans son offre technique.

Livrables

Livrable 1 : Rapport de démarrage incluant le programme de mission, de formation et de remise des livrables (10% du paiement)

Livrable 2 : Rapport d'analyse des outils existants et défis en matière de coordination de la réponse urgence dans le domaine de la protection de l'enfant à Madagascar (après missions de terrain) (20% du paiement)

Livrable 3 : Module de formation destiné au personnel de la section protection de l'enfant et aux acteurs de la protection de l'enfant, rapport des formations et plan de renforcement de compétence de l'équipe. (40% du paiement)

Livrable 4 : Rapport final incluant une analyse et des recommandations relatives aux modalités d'appui possibles de l'UNICEF au groupe sectoriel protection, au niveau national et regional/local+ termes de référence (consultation) pour un appui de plus long terme de l'UNICEF à la coordination à travers le groupe sectoriel « protection »+ Les actions prises de renforcement de capacité de l'équipe UNICEF/CP menées par le ou la consultant.e (30% du paiement).

Compétences, connaissances techniques et expériences souhaitées

Le/la consultant(e) doit avoir :

- Au moins un diplôme de Master dans le domaine des sciences sociales, de l'action humanitaire internationale ou des droits humains ;
- Au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'urgence, dont 5 dans la coordination du domaine de la protection de l'enfance, de planification et des réponses de la protection de l'enfance dans les situations d'urgence ;
- Une expérience avérée dans la coordination stratégique, la gestion de partenariats et la connaissance des outils et méthodes de gestion pour une coordination efficace sont essentielles.
- Des expériences fortes en matière d'élaboration et de conduite de formation
- Connaissance du Comité permanent inter-agences et de l'approche cluster soit par la formation soit par l'expérience pratique.
- Parle couramment le français et l'anglais et bonne capacité de rédaction
- La connaissance de la langue malagasy est un atout
- Maîtrise des outils informatiques (Pack Office : Word, Excel, Power point)

Comment postuler

L'UNICEF s'engage à respecter l'égalité des sexes dans son mandat et au sein de son personnel. Les candidats qualifiés, en particulier les femmes, sont vivement encouragés à postuler.

Les candidats intéressés doivent envoyer leur dossier de candidature complet à l'adresse [Vacancies | UNICEF Careers](#). Les candidats qualifiés et expérimentés sont invités à soumettre une lettre d'intérêt comprenant une proposition technique avec calendrier de mise en œuvre. Dans leur lettre d'intérêt, les candidats doivent mettre en évidence leur expérience professionnelle antérieure en rapport avec la mission, les attributs qui les rendent aptes, leur approche proposée pour la mission.

Le candidat doit également soumettre une proposition financière décrivant les coûts totaux de cette consultation. La proposition financière doit indiquer un montant forfaitaire tout compris composé des honoraires de consultant, living allowance, assurance, voyage aller/retour à Antananarivo, Madagascar, y inclus le visa et d'autres frais, des frais liés à la mise en forme des documents (infographie). Le consultant utilisera son propre équipement informatique, y compris un ordinateur portable, pendant la durée de la mission. Les missions sur le terrain (véhicule, chauffeur) pendant la période de la consultance seront prises en charge par UNICEF Madagascar.

Dossiers de candidature

Les dossiers de candidatures doivent comporter une proposition technique et une proposition financière.

La **proposition technique** sera composée de :

- Une lettre de motivation ;
- Un Curriculum vitae (CV) détaillé avec les références de trois personnes (derniers superviseurs) pouvant attester les qualités professionnelles et morales du candidat ;
- Une copie des diplômes ;
- Une copie des certificats et/ ou attestations de travail prouvant les expériences de travail passées et actuelles relatives à la mission ;
- Une note sur la compréhension des Termes de référence (TDR) ;
- Un plan de travail et un chronogramme détaillé ;
- Toute autre information pertinente qui pourrait être utile pour évaluer la capacité à mener à bien cette consultation.

La **proposition financière** doit comprendre l'offre financière du candidat comprenant les coûts totaux de cette consultation : les honoraires de consultant, le living allowance, l'assurance, le coût du billet d'avion aller/retour à Antananarivo, Madagascar, incluant le visa et d'autres frais, les frais liés à la mise en forme des documents (infographie).

Critères d'évaluation

Le Comité de sélection procédera à l'évaluation des propositions sur base du profil, des expériences et des compétences techniques du candidat.

ETAPE	CRITERES	NOTE
1	Evaluation administrative (Eliminatoire)	
	Conformité administrative du dossier	OUI / NON
2	Evaluation technique (70 points, seuil éliminatoire 45 points)	
2.1.	Compréhension des besoins	10
2.2.	Profil du/de la consultant.e conforme aux TDR	30
2.3.	Note technique (compréhension des TdR, approche méthodologique, chronogramme, etc.)	30
3	Evaluation financière (30 points).	
	Note calculée sur la base du budget proposé dans l'offre financière	30
4	Recommandation pour attribution	
	Recommandation pour attribution en faveur de l'offre la plus économiquement avantageuse	Note finale maximale

Critères de sélection : Technique (pondération de 70%), basé sur le CV (formation et expérience) et la note méthodologique / calendrier

Financière (pondération de 30%)

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien

Calendrier de paiement

Le paiement est lié aux livrables convenus, à l'achèvement satisfaisant et à la certification des livrables par le superviseur.

Conditions générales: Procédures et logistiques

Le candidat fournira par ses propres moyens les matériels et outils dont il a besoin pour réaliser sa mission (laptop, téléphone, ...).

Les missions sur le terrain (véhicule, chauffeur) pendant la période de la consultance seront prises en charge par UNICEF Madagascar.

L'UNICEF applique une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels, ainsi que de tout type de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de discrimination. Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à une vérification rigoureuse de leurs références et de leurs antécédents.